

SÉRIES
D'ÉTÉ
9/9

LES TERRITOIRES DU NUCLÉAIRE

Fessenheim, de la production d'électricité au traitement des déchets nucléaires

La plus vieille centrale nucléaire de France, qui va être peu à peu démantelée, pourrait accueillir un centre pour traiter les métaux très faiblement irradiés.

Bénédicte Weiss

— Correspondante à Strasbourg

Pendant quarante-trois ans, de 1977 à 2020, Fessenheim (Haut-Rhin) a été le lieu d'implantation des premiers réacteurs à eau pressurisée injectant de l'électricité d'origine nucléaire sur le réseau français. Leur démantèlement, qui pourrait commencer en 2026 pour une durée de quinze ans, ne devrait pas pour autant tourner la page du nucléaire sur ce territoire

du Sud Alsace. Le premier centre de recyclage de métaux très faiblement radioactifs (TFA, pour très faible activité) de France, alias « technocentre », pourrait y voir le jour d'ici à 2031.

dans lequel se concentre la radioactivité. Si ce dernier devra toujours être stocké dans des lieux spécialisés, tel le Cires, dans l'Aube, le gros de la masse devrait être préparé en lingots d'une vingtaine de kilos chacun et « délivré » sur le marché conventionnel des métaux.

Un tel centre de traitement serait une première en France. Jusqu'en 2022, la loi n'autorisait pas des métaux ayant servi les centrales nucléaires à être recyclés et réemployés. Cela ne peut toujours se faire que sous un régime dérogatoire aux codes de l'environnement et de la santé publique, et n'a encore jamais été mis en œuvre. EDF avance le projet de longue date. Le site du Tricastin, dans la Drôme, a été un temps évoqué pour l'accueillir, avant qu'il ne soit intégré dans le « projet de territoire

pour l'avenir de Fessenheim » signé entre EDF, des collectivités locales, l'Etat, des associations et des partenaires allemands en 2019.

Tous ces acteurs sont au fait du sujet, qui reste peu connu du grand public, comme le constate Jean-

Louis Laure, président du débat public « Projet technocentre à Fessenheim ». Celui-ci doit se tenir à l'automne, probablement dès octobre, pour une durée de quatre mois. Il mettra autour de la table EDF, jusqu'à 80 parties prenantes (associations de riverains, de protection de l'environnement, centre communal d'action sociale de Fessenheim, résidence pour personnes âgées...), et donc le tout un chacun dans le Haut-Rhin, voire le Bade-Wurtemberg voisin.

Des craintes en matière de santé publique

« Le grand public est peu informé aujourd'hui mais c'est naturel. C'est pour cela que le débat sera précédé d'une phase amont, pour qu'il puisse se renseigner et s'informer », précise Jean-Louis Laure. Ses premiers échanges avec les associations laissent entrevoir de nombreuses interrogations quant aux flux de camions pour apporter des pièces contaminées, parfois de très grande taille, puis expédier les lingots vers des fonderies et le laitier contaminé vers les structures qui avaient envoyé leurs métaux pour traitement.

S'ajoute notamment, du côté des associations antinucléaires qui entendent mobiliser la population sur le sujet, des interrogations en matière de santé publique. A l'image de l'« effet cocktail » découlant de l'exposition aux pesticides, leurs militants redoutent une accumulation dans le corps de radioactivité résiduelle, même à très faible dose. « Le mot « technocentre » est trompeur,

fustige André Hatz, président de l'association Stop Fessenheim. Pour retracer sa réalité, il faudrait plutôt le qualifier de centre nucléaire de ferrailage, de refonte et de dissémination d'aciers radioactifs TFA. » EDF compte s'appuyer sur plusieurs précédents européens. Si les technologies employées ne sont pas toujours les mêmes, plusieurs pays – la Suède et l'Allemagne au premier chef – libèrent déjà des métaux issus de l'industrie nucléaire. C'est même une filiale d'EDF, Cyclife, qui opère en Scandinavie, mais avec une ca-

pacité plus petite et des modalités de fusion différentes que ce qui se ferait à Fessenheim. Soit une capacité de 3,5 tonnes par coulée à l'aide d'un four à induction contre 20 tonnes par coulée (soit 25.000 tonnes par an) envisagées en France avec un four à arc, décrit Laurent Jarry, directeur du projet de préparation au démantèlement de la centrale de Fessenheim.

L'énergéticien estime le gisement disponible en France à 500.000 tonnes sur quarante ans minimum, avec à la clé l'investissement de

400 millions d'euros, dont 100 pour les études et 300 pour les travaux de construction. « Le technocentre sera voué à fonctionner plus longtemps », insiste Laurent Jarry, tout en évoquant la quête d'autres gisements en Europe, mais sans en préciser les pays. Il ne s'agirait a priori pas de l'Allemagne, pays qui ne s'est jamais montré favorable au projet. Une fois le débat achevé et les différentes étapes réglementaires réglées, EDF prendra sa décision finale de création du technocentre en 2027, avant quatre ans de travaux. ■



La fermeture de la centrale de Fessenheim, dans le Haut-Rhin, a suscité de vifs débats. Photo EDF